

# Conseil général de Bassins

## Guerre des poubelles

■ Les conseillers généraux de Bassins n'ont toujours pas réussi à se mettre d'accord, lors de leur récente séance, sur la révision de la taxe d'enlèvement des ordures. Loin de là.

Autre point, une Commission communale de recours en matière d'informatique était élue, selon le nouveau règlement en vigueur sur la protection des données. Elle sera composée de Karim Donnet, Jacques Hausser et Didier Lohri.

Si la demande de consolidation du crédit de construction pour les travaux du collecteur eaux usées et eaux claires, place de la Couronne-rue du Battoir et la demande de crédit pour l'installation électrique au chalet de la Bassine (19 000 francs) ont été acceptés sans problème et sans soulever de passion, il n'en alla pas de même concernant la révision de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères... On s'y attendait d'ailleurs. Ce sujet lors de la dernière séance, avait été reporté et une commission nommée.

### QUE DES QUESTIONS

Cette commission émit des idées visant toutes soit à couvrir entièrement les frais, soit — le plus important — à réduire le volume des déchets. Par exemple en créant un compost communal et un système de taxes proportionnel au volume des déchets.

Le préavis municipal avait, quant à lui, été légèrement modifié par rapport au premier : la Municipalité proposait toujours 120 francs par famille, 60 francs pour une personne seule et 60 francs pour les résidences secondaires, mais, suite à une entrevue avec la commission, ajoutait 120 francs par restaurant. Elle était en outre d'accord de tenter la création d'un compost communal.

Mais, hélas ! la commission, dans les conclusions de son rapport, ne faisait en fait que poser des questions. Le président jugea donc ces conclusions irrecevables, parce que non concrètes et ne fit voter le Conseil que sur le préavis municipal.

Une discussion enflammée s'ensuivit où chacun campa sur ses positions. Le vote secret fut demandé. Ce préavis fut finalement rejeté par 44 non contre 37 oui et 12 bulletins blancs. Les questions de la commission n'étant pas soumises au vote, c'est donc le retour à la case départ pour tout le monde.

Personne n'est vraiment satisfait et les discussions ont duré fort tard dans la nuit après la séance. Un vent de révolte souffle. Ce qui a fait dire à un conseiller facétieux : *ici, c'est pas comme au Canada... chez nous la ruée vers l'or dure... (oh)*